

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 septembre 2024
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dix-neuvième session
Points 32, 69, 71 et 132 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année

Prévention des conflits armés

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Promotion et protection des droits humains

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

**Lettre datée du 19 septembre 2024, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République d'Arménie sur l'agression militaire lancée par l'Azerbaïdjan contre le peuple du Haut-Karabakh en septembre 2023, qui s'est soldée par un nettoyage ethnique de l'ensemble de la population arménienne (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 32, 69, 71 et 132 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**



**Annexe à la lettre datée du 19 septembre 2024 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République
d'Arménie**

19 septembre 2024

Il y a un an, le 19 septembre, à la suite de l'attaque militaire lancée par l'Azerbaïdjan, toute la population autochtone du Haut-Karabakh, soit plus de 115 000 Arméniens, a dû quitter ses foyers en quelques jours. Ce déplacement, qui constituait l'ultime étape d'une politique de nettoyage ethnique, a eu lieu pendant l'ouverture de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, alors que l'ensemble de la communauté internationale était une nouvelle fois réunie pour évoquer la nécessité de régler pacifiquement les conflits et d'assurer la stabilité et parler de développement, en condamnant l'usage de la force et la violation des normes internationales et des droits humains dans différentes parties du monde.

Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement arménien a pris les mesures nécessaires, notamment avec l'aide de partenaires internationaux, pour répondre aux besoins primaires à moyen terme des Arméniens déplacés du Haut-Karabakh, ainsi que pour élaborer les programmes nécessaires à long terme.

Les débats de haut niveau de l'Assemblée générale reprendront la semaine prochaine à New York : les événements survenus au cours de l'année écoulée démontrent qu'il importe d'agir urgemment pour assurer la stabilité internationale et de concrétiser les idées et les mesures qui permettraient d'instaurer la paix.

La position de la République d'Arménie sur la stabilité dans le Caucase du Sud est claire : il faut instaurer immédiatement la paix et des relations fondées sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, aux fins d'un développement durable, d'une interconnexion efficace et de la prospérité dans la région. Afin de donner corps à cette idée, pour ne pas laisser passer l'occasion qui se présente aujourd'hui et pour créer un environnement propice à une vie plus stable et plus digne pour les générations à venir, nous attendons des autres acteurs intéressés par le même objectif qu'ils manifestent clairement leur volonté politique et leur engagement à œuvrer en faveur de la paix.
